

Cependant, les peuples ne perçoivent actuellement que l'impuissance du politique : dans ce cas, pourquoi l'Union, et quelle Union : faire une grande nation, un état fédéral, une fédération d'États, un empire décentralisé ? Quel est le véritable espace public européen ?

En Europe, les politiques ont du mal à s'entendre. L'espace public cloisonne. Il y a un déni officiel du malaise et l'entente franco-allemande ne va pas si bien qu'on veut bien le dire. La France a déjà fait de nombreuses concessions en se convertissant officiellement à la politique de l'offre mais il reste beaucoup de divergences quant à la sortie de crise.

On peut distinguer trois aspects : historique (crise de légitimation), technique (crise de gouvernance économique) et éthique (crise sociale et environnementale, coresponsabilité politique).

Aspect historique

À la sortie de la seconde guerre mondiale, l'objectif des États européens se formulait ainsi : "Plus jamais la guerre !" Pour les Américains, la constitution d'une union européenne prospère devenait une nécessité face au bloc soviétique.

En novembre 1989, le motif fondateur de l'Europe s'est effondré en même temps que le mur de Berlin. Cela traduisait l'affaiblissement du bloc soviétique, ce que l'on a un peu vite proclamé comme "la grande victoire de l'Ouest". Mais en même temps que le mur, c'est comme si la justification initiale de la construction européenne, à savoir la préservation de la paix, s'était effondrée.

La Communauté européenne n'a pas su se donner une légitimation de rechange.

Les États n'ont pas repéré le nouveau défi qui s'imposait à eux : celui de la mondialisation.

Le problème aujourd'hui est de définir la fonction de l'Europe dans la mondialisation : l'Europe sera-t-elle le cheval de Troie de l'ultralibéralisme ou saura-t-elle domestiquer la mondialisation ?

Encore faudrait-il donner du sens au projet européen - le *télos* (mot grec qui signifie *finalité, but*) du processus européen - et donner l'image d'une Europe qui protège ses citoyens.

Il s'agit de déterminer une systématique des positions relatives à la forme politique de l'Europe suivant les interprétations du projet européen et les évaluations de la mondialisation.

Le tableau ci-dessous en résume les différents positionnements.

TELOS	Missions imputées à l'Union européenne	
Jugements portés sur la mondialisation	<i>Adaptation économique</i>	<i>Rattrapage politique</i>
	Transmission des règles de la gouvernance mondiale et gestion des opinions publiques	Instauration des minimas
<i>Évaluation négative</i>	Repli sur le national = souverainisme	Europe forteresse = supranationalisme
<i>Évolution positive</i>	Grand marché = néolibéralisme	Union transnationale = cosmopolitisme

Jean-Marc Ferry se positionne dans la case "cosmopolitisme" : l'union transnationale repose sur la concertation des États et non sur un État supranational.

Il combat à la fois les idées des souverainistes et des fédéralistes.

Aspect technique

La situation du point de vue technique semble bloquée.

La crise des subprimes de 2007 aux États-Unis, crise des inégalités et du surendettement, a accentué l'écart entre la moyenne des 10% des revenus les plus élevés et celle des 10% des revenus les moins élevés, avec un appauvrissement des classes à revenu moyen. La crise européenne doit son origine à la crise américaine et non à une mauvaise gestion (le Portugal, par exemple, à bien des égards était un meilleur élève que l'Allemagne).

Selon l'économiste Patrick Artus, le déficit extérieur des pays européens se répercute sur la dette publique. Il serait aggravé par la désindustrialisation du Sud. La monnaie unique a renforcé la spécialisation de l'économie des différents pays, le Nord développant son industrie et le Sud ses services non exportables. La monnaie unique pourrait être une bonne chose entre des pays économiquement homogènes, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dès lors, la régulation ne peut se faire que par les taux d'intérêt et non par les taux de change.

Les États souhaitent à la fois la réduction de la dette et la croissance... Mais force est de constater que le coût social de la déflation est passé après les impératifs des marchés. Cependant, la récession programmée réduit la ressource sociale (qui provient de l'impôt) et empêche la croissance.

L'union monétaire s'est créée sans tenir compte de la désindustrialisation. Le pacte de stabilité insiste beaucoup plus sur les sanctions imposées en cas de dépassement des normes établies (d'inflation, de dette...) que sur la nécessité d'une croissance au profit des peuples.

Le marché impose que la dette reste inférieure à 60% du PIB, le but étant de maintenir l'Euro à un niveau élevé. L'Euro surévalué favorise les importations et défavorise les exportations.

L'exemple allemand est celui des politiques de l'offre avec diminution des salaires (il y a en Allemagne plus de pauvreté qu'en France !). Cette méthode ne peut pas être universalisée.

Étant donné la conjoncture, les pays européens comptent désormais sur les pays émergents pour prendre le relais d'une consommation européenne en panne.

Aspect éthique

Les pays européens devraient comprendre l'intérêt de l'opportunité d'être unis et avoir la maturité pour synchroniser leurs politiques conjoncturelles. De fait, l'Allemagne, avec un excédent commercial de 6% du PIB est elle-même en dehors des normes... Le danger des déficits vient de l'existence de l'euro. La Grande-Bretagne (comme les États-Unis) peut se permettre des déficits plus élevés du fait de l'indépendance de sa monnaie. La politique de synchronisation impose relance et rigueur : relance dans le Nord pour tirer la croissance et éviter la récession imposée par la rigueur dans les pays du Sud. Les exportations contrebalanceraient alors les effets de la rigueur. Ainsi, il serait possible de répondre à la demande des marchés et des peuples.

Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ?

L'Allemagne avec son industrie haut de gamme est dépendante de l'énergie importée (surtout avec le frein qu'elle a apporté au nucléaire). L'euro fort réduit le coût des importations.

Parallèlement, la situation est dramatique dans des pays comme le Portugal dont les jeunes diplômés émigrent. Le Portugal est en train de faire un grand bond en arrière.

Les politiques structurelles nécessitent des investissements à long terme notamment dans le capital humain. L'éducation et la santé sont des leviers de développement (cf. l'économiste indien Amartya Sen), de même que l'énergie, les réseaux. Un projet de mise en place de fonds structurels favorisant de grands développements avait été élaboré par l'Europe. Il n'a pu être mené à bien car les Anglais s'y sont opposés.

Malgré ces difficultés, tous les espoirs sont permis car actuellement les choses bougent en Allemagne (où un salaire minimum devrait rentrer en vigueur le 1^{er} janvier 2015) et les relations entre l'Allemagne et la France s'améliorent.

Débat : Jean-Marc Ferry répond aux questions collectées

Mise en place d'un socle social européen

Cela impose de mettre en place des minima sociaux (éducation et santé), des minima environnementaux (eau et air), des minima de revenus (droit à un revenu de base).

Une question concernant les minima de revenus se pose : *"Est-il juste ou non que les citoyens majeurs aient un droit inconditionnel à un revenu ou faut-il assurer à tous un minimum qui garantit une autonomie matérielle ?"*

Il serait plausible d'envisager pour tous un droit à un revenu de base. Il faut cependant admettre qu'il y ait plusieurs zones et que l'intégration ne pourrait se faire que de manière différentielle.

L'harmonisation sociale ne peut se faire que si elle est associée à l'harmonisation fiscale.

L'Europe suppose l'union bancaire, économique et sociale pour éviter que les capitaux aillent s'investir chez le moins-disant social.

Par ailleurs, une meilleure harmonisation sociale entre les pays faciliterait les migrations internes en Europe. Elle entraînerait une véritable liberté de circulation : les populations pourraient faire des arbitrages, choisir de travailler dans un pays... sans risquer de perdre toute protection à long terme.

Économie et industrie

Le succès de l'Airbus montre la performance technologique européenne.

Cependant la structure industrielle de la France devrait être changée car les PME sont trop petites.

Par ailleurs, on constate que les pays du nord ont un niveau d'éducation plus élevé que ceux du sud.

La politique de l'offre entraîne des salaires bas et des coûts sociaux réduits (déprotection sociale) d'où une baisse de la consommation ce qui empêche la croissance.

La société française est celle de l'intelligence et du savoir. Elle n'est pas une société de production mais celle d'une forte incorporation dans la valeur ajoutée. Elle ne pourra rivaliser sur les marchés que par l'automation ou la délocalisation de la production nationale. Reste à trouver un revenu additionnel pour pouvoir assurer un minimum garanti à tous.

Institutions politiques

Cf. le tableau des différents positionnements.

L'intégration européenne ne peut plus être globale.

Il faudrait se résoudre à ce qu'il existe différents niveaux d'intégration :

- la zone "cœur" avec une intégration sociale poussée,
- une 2^e zone, sans monnaie unique, mais avec une monnaie commune, comme l'était le "serpent monétaire européen" ou l'Écu,
- une 3^e zone comprenant des pays qui n'adhéreraient qu'aux principes politiques de base.

Remarque : cette idée d'euro - monnaie commune mais pas unique - est politiquement "invendable". Elle serait perçue comme une régression.

Le souverainisme

Ce serait irréaliste et contradictoire : le meilleur moyen de détruire les Nations d'Europe. En effet, on ne peut être maître de son pays tout seul.

Beaucoup de chemin reste à faire en particulier dans le mode de gestion de la mémoire nationale. Elle est actuellement exclusive de la mémoire des autres pays. Davantage d'ouverture et de partage de mémoires seraient nécessaires. Paul Ricoeur, philosophe, suggère des gestes d'éthique reconstructive : la traduction, les récits croisés et le pardon. Notre identité nationale sera alors capable de s'ouvrir aux autres pour construire l'Europe.

Le fédéralisme

On ne peut envisager des États-Unis d'Europe. Il est impensable de broyer les États entre le local et le super État.

L'union transnationale

C'est une possibilité réaliste et positive. Elle repose sur la concertation des États avec une intégration politique mais tout en conservant les États.

Il s'agit d'un retour à la méthode communautaire avec l'autorité forte d'un seul président de l'Union qui puisse coordonner la politique publique des États.

Cela suppose une importante solidarité entre États et une coresponsabilité avec une forte légitimation démocratique.

L'élargissement

Critères d'admission à l'Union européenne auxquels s'ajoutent les limites de la situation géographique

- État de droit démocratique (critère constitutionnaliste)
- Euro-compatibilité des systèmes économiques
- "Ne pas choquer..."

S'y ajoutent des limites géographiques "de bon sens".

Ces critères n'ont pas toujours été respectés comme pour l'admission de la Bulgarie et de la Roumanie ou le refus pour la Turquie.

Parmi les derniers pays à avoir rejoint l'Europe, on a observé une certaine contagion du Royaume Uni ("Give my money back") : les pays baltes ou slaves sont admis dans l'Union européenne, sans en avoir obligatoirement intériorisé toutes les valeurs, et dans l'OTAN.

Pouvoir du parlement européen

Le parlement n'est pas actuellement représentatif des États.

Les parlements des pays européens devraient pouvoir créer des liens entre eux et se mettre en réseau. Ils pourraient ainsi mettre en commun expériences, demandes et suggestions de leur propre pays. Le pouvoir du parlement européen serait alors réticulaire et celui-ci serait réellement représentatif de l'ensemble des pays.

Quel espoir pour faire advenir l'Union européenne et quel sens lui donner ?

Pour que les citoyens s'impliquent réellement, il est nécessaire qu'ils adhèrent au projet européen tant pour la politique extérieure que pour la politique intérieure (une Europe sociale et environnementale qui protège les citoyens).

Pour ce qui concerne la politique extérieure, il ne faut pas oublier que l'Europe est la première entité au monde pour l'aide humanitaire, la préservation de l'environnement, le rapport dans la guerre et dans la paix..., pourtant elle est un "nain" politique.

Pour la politique intérieure, il s'agit d'établir et de structurer un espace ouvert, public et décloisonné. De même pour ce qui concerne les médias. Alors pourra s'engager un vrai dialogue civil.

Et pour que la relance du projet européen puisse se faire, peut-être faut-il aussi prier un peu...?

==::~==::~==::~==::~==::~==::~==::~==::~==

Et Bénédicte Ariaux de conclure, après avoir remercié chaleureusement Jean-Marc Ferry et l'assemblée :

Puisse le vote du 24 mai prochain faciliter ce réseau parlementaire que vous préconisez et favoriser ainsi la démocratie européenne !